

L'enfer quotidien des agriculteurs palestiniens

Reportage. Pour ces agriculteurs dont les terres sont coupées par les colonies israéliennes – illégales depuis 1967 – et le mur érigé en 2002, le quotidien est un enfer. Mais ils ne renoncent pas à lutter.



PHOTO PAULINE GARAUDE

Agriculteur à Tulkarem, Fayez Taneeb a perdu 35 % de sa terre depuis la construction du mur de séparation.

« Ici, c'est la colonie construite sur la terre de mon village. Les Israéliens nous empêchent d'y aller. Avant j'avais une ferme à cet endroit, avec des serres, du matériel. Je gagnais bien ma vie. Quand ils ont construit le mur, ils ont tout détruit. J'ai perdu mon exploitation, mes revenus... En tout, pas loin de 230 000 dollars ! Ce mur, chaque matin quand tu te lèves, tu l'as en pleine figure. Tu ne vois plus ton village. Tu es tout seul, comme si tu étais en prison » raconte Hani, les larmes aux yeux, pointant du doigt l'horizon barré de ce

mur érigé de barbelés. Il habite Masara, un village de Cisjordanie divisé par le mur et encerclé de colonies. Ce qui se joue ici, c'est la conquête de la terre. Il y a aujourd'hui 500 000 colons en Cisjordanie. Clôtures, *check points* et mur israéliens ont amputé de 40 % les territoires palestiniens de Cisjordanie définis par les frontières de 1967. Un cauchemar pour les agriculteurs. Pour permettre l'accès aux champs de l'autre côté du mur, les Israéliens ont prévu des portes. Hani en a obtenu les clés après de longues négociations avec l'armée. Il peut se rendre dans son

champ à l'aube, en voiture. Il met 45 minutes : « Avant, c'était un quart d'heure à pied. Et on doit faire vite car les Israéliens ouvrent la porte exactement 15 minutes, matin et soir. » L'armée contrôle l'accès aux champs des paysans qui doivent avoir un laissez-passer, délivré au compte goutte par les autorités israéliennes. A Masara, seuls 20 % des paysans en ont un. Les autres doivent renoncer à leur terre.

DES PERMIS AU COMPTE-GOUTTE

Le bureau chargé de délivrer les permis se trouve à Kalkilya. Les pay-

sans y vont plusieurs fois par mois, dans l'espoir d'une réponse positive. Comme Ali : « On a des nouvelles de mon permis ? » lance-t-il à Hassan, le responsable. « Non. Il a été refusé pour des raisons sécuritaires ». Ali est perplexe : « Cela fait deux mois que j'ai demandé un permis pour mon fils et je n'ai toujours pas de réponse. Le dernier que j'ai eu était de février à mai 2011. Depuis, plus rien ! » Il ne pourra donc pas cueillir les olives dont la saison vient de commencer, ni les goyaves. Il enrage : « Je ne peux même pas aller récolter ma propre produc-

ISRAËL S'APPROPRIÉ L'EAU DE LA VALLÉE DU JOURDAIN

Sous contrôle israélien, la vallée du Jourdain représente un tiers du territoire de Cisjordanie. « Plus de 9 000 colons y vivent et s'approprient 83 % des ressources en eau, 700 millions de m³ par an, pour leurs grandes exploitations et leurs besoins personnels » expose Abdelatif Muhammed, qui dirige l'ONG agricole PARC (Palestinian agricultural relief committee). « Entre 1967 et 1994, les Palestiniens n'ont pas eu le droit d'exploiter l'eau. Avec les accords d'Oslo en 1993, Israël devait apporter aux Palestiniens 40 millions de m³ d'eau par an. A ce jour, à peine 11 millions sont donnés ! » Bardalla est un de ces villages de la vallée du Jourdain occupés depuis 1967. Il a vu sa production agricole chuter de 70 %. Abou montre une pompe israélienne, installée derrière le grillage qui délimite les territoires des colons et des Palestiniens : « Ce sont ces pompes à eau qui nous ont apporté la pauvreté. Pour celle-ci, ils ont fermé trois de nos puits. Nous n'avons plus qu'un désert alors que mon père cultivait ici des arbres fruitiers, des oliviers. Avant, une rivière coulait au milieu du village. Aujourd'hui, pour boire de l'eau et cultiver il faut l'acheter à la compagnie israélienne. » Les bédouins sont l'une des populations les plus touchées par le manque d'eau. Ils ont dû renoncer à l'agriculture et se sont repliés sur l'élevage de brebis et la production de fromages. Les puits aux environs leur sont interdits d'accès. Najib raconte : « On doit faire 27 km aller et 27 km retour en tracteur pour acheter 3 m³ d'eau. Le puits qui alimente nos terres n'est qu'à 1 km d'ici mais il ne sert qu'aux colons et à leurs plantations ! Il y a tant d'eau ici que ça pourrait alimenter toute la région mais ils refusent qu'on y accède. Ils veulent qu'on parte pour prendre nos terres ! » Usés, les Palestiniens quittent leurs terres : de 300 000 en 1967, ils ne sont plus que 80 000 aujourd'hui. Ceux qui restent regardent avec désolation les champs verdoyants des colons, qui étaient les leurs autrefois, et dont la production finit parfois sur nos étals... ■

tion ! » Hassan explique : « C'est au bon vouloir des Israéliens. » Sur son bureau, les dossiers refusés s'accumulent : « Les raisons sont parfois surprenantes. Ici, la surface est trop petite. Là, il n'y a aucune justification, ça veut dire "oublie, t'en as pas besoin". Ici, Israël estime que le terrain n'est pas complètement derrière le mur et que la majorité est cultivable sans permis. Avec cette politique, les Israéliens font tout pour que les Palestiniens abandonnent leurs terres. » Résultat : les paysans renoncent par lassitude, beaucoup de champs sont en friche. Et ce n'est pas innocent car selon une loi ancienne, un champ laissé en friche plus de 3 ans peut devenir propriété d'Israël.

Fayez est agriculteur à Tulkarem. Il a perdu 35 %

de ses terres avec le mur. Cet ancien président de l'Union des paysans palestiniens a co-créé en 2003, après la seconde Intifada et au moment de la création du mur, les Comités populaires. « On mène des actions non violentes de résistance pour ne pas abandonner nos terres et essayer d'en récupérer une partie, puisqu'elles sont illégalement occupées. Je donne des conférences dans le monde entier, je mène des projets avec l'Union européenne et des ONG pour avoir des fonds qui nous permettent d'acheter des oliviers. On manifeste devant le mur, chaque vendredi après la prière. Pour nous, chaque centimètre est important. » Dans son village, Israël a rendu 200 des 400 hectares illégalement occupés. ■

Pauline Garaude